

NOM : BOYER-CAPELLE

Prénom : Caroline

Adresse professionnelle : 5 rue Félix Eboué, 87031, Limoges Cedex 01

Email : caroline.capelle@unilim.fr

1. Fonctions actuelles :

Recherche : Service public, droits et libertés, justice administrative

Pédagogiques : Maître de conférences en Droit Public

Administratives :

- Membre suppléant du Conseil de l'Ecole doctorale Droit et Science Politique Pierre Couvrat.

- Co-responsable du site Internet de l'OMIJ

2. Travaux : articles, ouvrages et réalisations :

- Articles dans des revues avec comité de lecture

- Chronique de droit électoral (partie intéressant le contentieux des élections locales en collaboration avec Agnès Sauviat), *Revue du Droit Public* 2016. *A paraître.*

- « Sous bénéfice d'inventaire : l'inscription de la corrida au patrimoine culturel immatériel de l'humanité, suite et fin ? », note sous CAA Paris, 1^{er} Juin 2015, *Association CRAC c/ ministre de la culture et de la communication*, req. n° 13PA02011, *Revue semestrielle de droit animalier*, 2014/2. *A paraître.*

- « La réception par le juge administratif des règles déontologiques », *Cah. Dr. Sport*, n° 42, 2016. *A paraître.*

- « La construction jurisprudentielle du droit au logement par le Comité européen des droits sociaux », *Revue de droit sanitaire et social*, 2015, n° 2, p. 250-259.

- « Suspension d'une mesure d'abattage total d'un troupeau : entre expérimentation et urgence », note sous TA Limoges, ord., 17 juillet 2014, *M. C c/ Préfet de la Corrèze*, req. n° 1401222 et CE, 10 décembre 2014, req. n° 383483, *Revue semestrielle de droit animalier*, 2014/2.

- « “Ne pas déranger” : la protection de l'ours brun par le juge administratif », note sous CAA Bordeaux, 9 avril 2014, *Ministre de l'écologie*, req. n° 12BX00391, *Revue semestrielle de droit animalier*, 2014/1, pp. 51-58.

- Chronique de droit électoral (partie intéressant le contentieux des élections locales en collaboration avec Agnès Sauviat), *Revue du Droit Public* 2013, n° 6, p. 1575.

- « Le juge des référés et la “chasse au requin” », note sous CE, 30 décembre 2013, *Commune de Saint-Leu*, req. n° 369628, *Revue semestrielle de droit animalier*, 2013/2, pp. 53-59.

- « Le juge administratif et les conditions matérielles d'accueil des demandeurs d'asile : entre protection et pragmatisme », *La Semaine Juridique –Edition générale*, 22 avril 2013, n° 17, pp. 829-835.

- « La responsabilité du fait d'un animal sauvage : réparation du dommage causé à un agent par un fauve en captivité », note sous TA Limoges, 6 décembre 2012, *Mme C. V.*, req. n° 1102078, *Revue semestrielle de droit animalier*, 2013/1, p. 59-68.

- « De l'urgence à suspendre la décision d'euthanasier les éléphants du Parc de la Tête d'Or », note sous TA Lyon, ord., 21 décembre 2012, *Société Promogil*, req. n° 1207997, *Revue semestrielle de droit animalier*, 2012/2, pp. 96-101.

- « Les pouvoirs du Préfet dans les cas de suspicion de rage canine : quand vitesse se confond avec précipitation », note sous CAA Bordeaux, 13 mars 2012, *Ministre de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche*, req. n° 10BX01140, *Revue semestrielle de droit animalier*, 2012/1, pp. 96-101.

- « Une mesure de police en matière de circulation des animaux », note sous CAA Nancy, 24 novembre 2011, *EARL Gilbert*, req. n° 10NC11726, *Revue semestrielle de droit animalier*, 2011/2, pp. 72-77.

- « La protection de l'agent public en matière pénale : permanences et évolutions », *Complément territorial*, décembre 2011, pp. 44-48.

- « L'influence renouvelée de la Cour européenne des droits de l'homme dans le domaine des mesures provisoires et l'office du juge administratif français », *Revue du Droit Public* 2011, n° 2, pp. 321-346.

- « L'« effet cliquet » à l'épreuve de la question prioritaire de constitutionnalité », *Actualité juridique du droit administratif* 2011, pp. 1718-1724.

- Communications avec actes

- « Enjeux de territoires : quelle place accordée à l'animal par le droit public ? », in Actes du colloque *L'animal et le pouvoir*, Angers, décembre 2014. *A paraître*.

- « Garantie des libertés individuelles et Etat-providence. Bonheur contre l'Etat, bonheur par l'Etat », in Actes du colloque *Le droit au bonheur*, Limoges, décembre 2014, Institut Universitaire Varenne, LGDJ, 2015.

- « La sensibilité de l'animal en droit administratif : l'animal face à l'ordre public », in Actes du colloque *La sensibilité de l'animal saisie par le droit*, Poitiers, mai 2014, CNRS Editions, 2015, p. 93-104.

- « La recomposition contemporaine des interventions publiques positives : équité *versus* solidarité ? », in Actes des journées d'étude *La solidarité, du lien intergénérationnel au lien interétatique*, La Rochelle, juin 2013, Presses Universitaires de Rennes, 2015, p. 157-165.

- « La contribution du service public de l'environnement au développement économique et social », in Actes du colloque *L'environnement au secours du développement économique et social*, Tulle, 24 mai 2012, PULIM, 2014.

- Chapitres d'ouvrages scientifiques

- « Séparation des pouvoirs et administration de la justice », in *L'administration de la Justice* (ouvrage de restitution finale du projet ANR *Mieux Administrer la Justice en Interne et dans les pays du Conseil de l'Europe pour mieux juger*), en collaboration avec Christophe Bonnotte, IRJS Editions, 2014. p. 145-156.

- « Mesures d'ordre intérieur et actes de gouvernement : contours d'une injusticiabilité », in B. LAPEROU et V. DONIER (dir.), *L'accès au juge : quelles évolutions ?*, Bruylant, 2013, p. 61-72.

- Autres publications

- « L'ordre public et la mort : mémoire des corps, souvenir des vivants », Rendez-vous de l'Iirco Corps, mémoire et droit, 21 avril 2015, Limoges, publication à venir sur le site internet de la Chaire d'excellence « Gestion du *conflit* et de l'*après-conflit* ».

- « Quel usage de l'effet cliquet par le juge constitutionnel ? », Interview Lexbase, *Lexbase Hebdo édition publique* n° 304 du 10 octobre 2013.

- Communications sans actes

- « De l'égalité à l'égalité des chances : une nouvelle logique d'intervention des personnes publiques », in Actes du colloque *Egalité des chances : quelles approches pour quelles perspectives ?*, 1er-3 décembre 2011, Tétouan.

- Cours

- 2015-2016
- Cours de Droit constitutionnel (Vème République) en Première année de Licence AES
 - Cours de Droit public des biens en Licence Droit Troisième année
 - Cours de Libertés publiques et Droits fondamentaux en Licence Droit Troisième année
 - Cours de Droit des contrats administratifs en Master I Carrières Publiques et Master I AES AGT
 - Cours de Droit des services publics environnementaux en Master II DEAU
 - Cours de Droit des services publics en Master IPAG

- Cours sur l'actualité législative et constitutionnelle en Master IPAG
- 2014-2015
- Cours de Droit constitutionnel (Vème République) en Première année de Licence AES
 - Cours de Droit fiscal général en Licence Droit Troisième année
 - Cours de Droit public des biens en Licence Droit Troisième année
 - Cours de Libertés publiques et Droits fondamentaux en Licence Droit Troisième année
 - Cours de Droit des contrats administratifs en Master I Carrières Publiques et Master I AES AGT
 - Cours de Droit des services publics en Master IPAG
 - Cours sur les mutations constitutionnelles en Master IPAG
- 2013-2014
- Cours de Droit constitutionnel (Vème République) en Première année de Licence AES
 - Cours de Contentieux constitutionnel en Licence Droit Troisième année
 - Cours de Droit des contrats administratifs en Master I Carrières Publiques et Master I AES AGT
 - Cours sur les mutations constitutionnelles en Master IPAG
- 2012-2013
- Cours de Droit constitutionnel (Vème République) en Première année de Licence AES
 - Cours de Droit des contrats administratifs en Master I Carrières Publiques et Master I AES AGT
 - Cours de Droit fiscal en Seconde année de Licence d'Economie
 - Cours sur les mutations constitutionnelles en Master IPAG
 - Cours de Droit de la fonction publique en Licence IPAG
 - Cours « Appel d'offre et cahier des charges » en Licence Métiers de la culture
- 2011-2012
- Cours de Droit constitutionnel (Vème République) en Première année de Licence AES
 - Cours d'Histoire des idées politiques en Master I AES
 - Cours de Droit fiscal en Seconde année de Licence d'Economie
 - Cours sur les mutations constitutionnelles en Master IPAG